



## NORD CONGO

# Un bateau humanitaire au secours des victimes des inondations

Le gouvernement a affrété hier un bateau humanitaire pour assister les victimes des inondations dans la zone septentrionale du pays.

Constitué de tonnes de vivres et de non-vivres, ce convoi fluvial qui précède celui prévu prochainement sur l'axe terrestre s'inscrit dans le cadre de l'assistance du gouvernement et ses partenaires pour soulager tant soit peu les souffrances de la population affectée par ces catastrophes naturelles ayant touché des milliers de personnes à Brazzaville, dans la Cuvette, le Kouilou, la Likouala, le Niari, les Plateaux, Pointe-Noire, le Pool et la Sangha.

Page 3



Mise en route du convoi par le Premier ministre

## PROMOTION DU FOOTBALL

### Un accord pour la mise en œuvre de l'Académie Alima d'Oyo



Hugues Nguélondé et Blaise Matuidi échangeant des parapheurs/DR

Le ministre des Sports, Hugues Nguélondé, et le responsable de la société Playse Congo, Blaise Matuidi, ont conclu à Brazzaville un protocole d'accord relatif à la création de

l'Académie de football Alima à Oyo, dans le département de la Cuvette. A travers cet accord, Playse Congo s'engage à réhabiliter les infrastructures sportives existantes à Oyo, former les jeunes footballeurs, les entraîneurs, les restaurateurs et à assurer le suivi médical ainsi que la continuité de la scolarité des pensionnaires.

Page 16

## FILIÈRE MAÏS

### Le Congo s'appuie sur l'expertise chinoise



Les deux parties après la signature de l'accord-cadre/DR

Le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche vient de signer à Brazzaville un accord avec l'université agricole de Huazhong de Chine, en vue de promouvoir la diffusion de différentes variétés de maïs au centre de démonstration des

techniques agricoles de Kombé, situé dans le 8<sup>e</sup> arrondissement de Brazzaville. Cet accord s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération sino-congolaise dans le secteur agricole. L'objectif étant de renforcer les

capacités institutionnelles du ministère, la promotion et la diffusion des variétés de maïs à haut rendement ainsi que l'implémentation de nouvelles stratégies en matière de nutrition animale.

Page 2

## AFRIQUE CENTRALE

### Les entreprises publiques encouragées à faire mieux

Réunis du 12 au 14 février autour du premier forum des entreprises publiques de l'Afrique centrale (FEPAC) les dirigeants des structures étatiques sont invités, en tant qu'acteurs du paysage économique, à une meilleure gouvernance et à faire preuve d'une plus grande transparence pour améliorer le système économique de la sous-région. « Une meilleure gouvernance conduit à de meilleures performances et donc à

une meilleure solvabilité de ces entreprises, ce qui faciliterait grandement leur financement et par conséquent, le financement du développement, en tenant compte notamment de tous les aspects liés à la finance durable », a indiqué le Premier ministre Anatole Collinet Makosso à l'ouverture du FEPAC organisé par le ministère du budget et du portefeuille public avec l'appui de la Banque mondiale.

Éditorial

Délai

Page 2

## ÉDITORIAL

## Délai

À travers la note circulaire publiée le 19 janvier 2024 et signée par le ministre du Commerce, des Approvisionnements et de la Consommation, le gouvernement a donné un délai de trois mois aux étrangers pour qu'ils se conforment à la loi n° 19-2005 du 24 novembre 2005 réglementant l'exercice de la profession de commerçant au Congo.

Celle-ci précise les activités commerciales qui ne doivent pas être exercées par les étrangers, notamment le commerce de détail à l'étalage, la fabrique et la distribution de pain, le transport urbain et routier, les officines pharmaceutiques, les cliniques et cabinets médicaux ainsi que les établissements privés d'enseignement.

L'idée en soi est bonne parce que ces secteurs d'activités sont sensibles et vitaux. Cependant, le gouvernement s'y prend avec beaucoup de retard tandis que les étrangers ont eu largement le temps de monopoliser l'espace. Pourquoi l'Etat a-t-il attendu près de vingt ans pour faire appliquer cette loi ?

Sans compter que les réseaux commerciaux créés par les étrangers avec les nationaux risquent de compliquer les contrôles que préconisent d'organiser les services publics au-delà du 25 mars prochain, date limite fixée par l'Etat.

Il est vrai que le commerce de détail au Congo n'est tenu en grande partie que par les étrangers. Force est de constater que le vendredi, jour de prière pour les musulmans, pour certains d'entre eux, les boutiques et échoppes sont fermées dans les marchés et quartiers de Brazzaville.

Le gouvernement aurait pu se donner un peu de temps d'étude de l'environnement commercial avant de prendre cette circulaire qui, si l'on n'y prend garde, sera difficile à appliquer.

Les Dépêches de Brazzaville

## CONGO-LA CHINE

## Un accord pour la promotion des variétés de maïs

Le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Paul Valentin Ngobo, et le vice-président de l'université agricole de Huazhong de Chine, Yan Jianbing, ont signé le 7 février, en marge de l'inauguration de la base de démonstrations scientifiques et éducatives de cet établissement universitaire en République du Congo, au quartier Kombé, dans le 8<sup>e</sup> arrondissement de Brazzaville, un accord-cadre.



Les deux parties après la signature de l'accord-cadre DR

S'inscrivant dans le cadre du renforcement de la coopération sino-congolaise dans le secteur agricole, l'accord conclu en présence de plusieurs invités a pour objet le renforcement des capacités institutionnelles du ministère, la promotion et la diffusion des variétés de maïs à haut rendement et d'autres cultures, le développement et l'implémentation de nouvelles stratégies en matière de nutrition animale, l'amélioration des pratiques d'élevage et la collaboration technique en agronomie.

Sur le plan national, cet accord est un coup de pouce

pour la matérialisation du Plan national de développement (PND 2022-2026) dont l'agriculture représente l'un des axes majeurs pour la diversification de l'économie du pays qui se repose sur la rente pétrolière. L'ambassadrice de Chine au Congo, Li Yan, a rappelé la motivation de son dans l'intensification de ses relations avec le Congo pour l'aider à développer l'agriculture et à lutter contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, a indiqué le communiqué de presse du ministère chargé de l'Agriculture.

Le ministre de l'Agriculture,

de l'Élevage et de la Pêche s'est, de son côté, félicité de la signature de cet accord-cadre dont le but est d'impulser une nouvelle dynamique dans le développement agricole. Accompagné des experts de l'université agricole de Huazhong et de quelques participants, Paul Valentin Ngobo a visité le terrain de pilotage de maïs et assisté aux « nouveaux résultats visibles et fructueuses, rendements 3 fois plus élevé, tout naturel, sans engrais. » Il a, enfin, apprécié le nouveau type de maïs cultivé par les experts chinois.

Parfait Wilfried Douniama

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand reporter : Nestor N'Gampoula  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mbooussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé  
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :  
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh  
Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzena, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo  
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/ Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo  
Chef de service : Clotilde Ibara  
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi  
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

## INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

## Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,  
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

## ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault  
Adjoint à la direction : Kiobi Abira  
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Lou-bayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo  
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima  
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

## COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse  
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

## LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala  
Adjoint à la direction : Elvy Bombete  
Coordonnateur :  
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

## INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),

Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala  
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

## MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

## CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

\*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,  
eMail : contact@inc-sa.com,  
site Internet www.inc-sa.com

## ASSISTANCE DES VICTIMES DES INONDATIONS

## Départ du convoi humanitaire

Le bateau humanitaire, qui apporte l'assistance aux victimes des inondations dans la zone septentrionale du pays, a quitté Brazzaville dans la matinée du 13 février.

L'assistance humanitaire est constituée des tonnes de vivres et de non-vivres. « Sur toute l'étendue du territoire national, les populations, notamment les victimes des inondations et autres intempéries, doivent savoir que l'Etat ne les abandonnera jamais seules à leur triste sort », a fait savoir le Premier ministre, Anatole Collienet Makosso, mettant en route le convoi humanitaire sur le fleuve. Cette assistance humanitaire a tenu compte des besoins exprimés par les populations à l'issue d'une mission d'évaluation rapide des inondations faite par le gouvernement et des agences du système des Nations unies.

Cette évaluation précise que neuf départements sont touchés. Plus d'un million sont dans le besoin. Brazzaville (38 614 personnes dans le besoin) ; Cuvette (31 593 personnes dans le besoin), Kouilou (4 536 personnes dans le besoin) ; Likouala (348 212 personnes dans le besoin) ; Niari (426 personnes dans le besoin) ; Plateaux (58 986 personnes dans le besoin) ; Pointe-Noire (20 921 personnes dans le besoin) ; Pool (16 235 personnes dans le besoin) ; Sangha (5 933 personnes dans le besoin).



Mise en route du convoi par le Premier ministre Adiac

En matière de santé, 193 130 personnes expriment les besoins en médicaments, vaccination et moustiquaires im-

prégnées. Dans le domaine de l'éducation, 43 883 personnes, notamment les élèves, ont besoin de fournitures scolaires.

352 206 ont besoin de sécurité alimentaire tandis que 210 236 veulent des abris et des biens non alimentaires. La liste n'est

pas exhaustive.

Soulignons qu'après l'axe fluvial, un convoi humanitaire terrestre sera mis en route. Selon le Premier ministre, au-delà l'assistance humanitaire, un plan de contingence visant à faire face aux catastrophes naturelles est élaboré. « Il s'agit d'un plan intégré de lutte contre les effets des catastrophes naturelles », a-t-il dit.

Rominique Makaya

**« Sur toute l'étendue du territoire national, les populations, notamment les victimes des inondations et autres intempéries, doivent savoir que l'Etat ne les abandonnera jamais seules à leur triste sort »**

## PASSAGE AU BUDGET-PROGRAMME

## Des cadres des régies financières disposés à la tâche

Les 208 inspecteurs des régies financières formés en 2021 se sont réunis le 9 février dernier, à Brazzaville, pour marquer leur soutien aux réformes macroéconomiques engagées par le gouvernement. Ils entendent jouer leur partition dans la phase pilote du basculement au budget-programme.

Les inspecteurs des régies financières se sont rassemblés à l'occasion de la célébration des trois ans d'existence de leur promotion 2021, formés au Centre de recyclage et de perfectionnement administratif (Cerpap) à l'École nationale d'administration et de magistrature. Ils ont réitéré leur disponibilité à accompagner les ministres de l'Économie et des Finances, Jean Baptiste Ondaye, et du Budget, des Comptes publics et du Portefeuille public, Ludovic Ngatsé.

Près de cinquante des deux cent-huit cadres ont été promus à des postes de responsabilité. « Cette cérémonie d'échange de vœux que nous avons souhaitée de tous nos vœux est l'aboutissement heureux de nos relations de fraternité et aussi de raffermissement



Le président de la plateforme des inspecteurs./DR

de nos liens entre cadres des régies financières, toutes composantes confondues (Impôts, Contrôle budgétaire, Trésor public, Douanes...) Nous avons le devoir de conseiller nos collègues promus à des postes de responsabilité afin de ne pas décevoir la hiérarchie », a indiqué Delphin Iwandza.

Depuis le 1er janvier dernier, six départements ministériels pilotes (Économie et Finances, Budget et Portefeuille public, Transports, Économie forestière, Développement industriel, Réforme de l'État) vont devoir relever le défi de la planification des dépenses, en lien avec les directives de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale en matière de gestion des finances publiques.

Chacun des ministères sélectionnés s'est déjà doté des documents stratégiques posant les bases d'un budget de programmation avec ses principes et mécanismes de suivi-évaluation.

Le budget de programmation repose essentiellement sur la culture de performance, de transparence et de redevabilité, ce à quoi devront s'investir les cadres ministériels. Il place, en effet, le dirigeant au centre des actions publiques, c'est-à-dire par la maîtrise des chantiers publics, le suivi-évaluation des projets d'investissement ainsi que la reddition de comptes. D'après les experts, la mise en œuvre de ce budget-programme présente des enjeux importants concernant la rénovation de la fonction budgétaire et la réforme de l'organisation administrative.

Fiacre Kombo

## ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

## Les directeurs pays de la région Afrique réunis à Brazzaville

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a présidé le 13 février à Brazzaville la cérémonie d'ouverture de la retraite annuelle des directeurs des bureaux pays de l'Organisation internationale du travail (OIT), zone Afrique, dont l'objectif est, entre autres, de réfléchir sur les contraintes des différents Etats et de valider les priorités et actions concrètes à mener pour les prochaines années.

Placée sur le thème « Faire avancer la justice sociale, promouvoir le travail décent en Afrique », la retraite annuelle 2024 des directeurs pays de la zone Afrique de l'OIT se déroulera jusqu'au 15 février. Une occasion pour les participants de faire le bilan de la dernière retraite des directeurs ; renforcer le partenariat pour élargir la Coalition mondiale pour la justice sociale en Afrique, y compris le soutien aux pays africains pionniers pour l'emploi et la protection sociale. Il s'agira aussi d'identifier et de convenir des besoins de l'Afrique à inclure dans le plan biennal de travail des programmes d'action prioritaires de l'OIT ; d'identifier les défis et proposer des solutions pour accélérer la promotion de l'agenda du travail décent ; partager les expériences et les bonnes pratiques.

Le coordonnateur résident du système des Nations unies au Congo, Chris Mburu, a rappelé que la vision de l'OIT de faire progresser la justice sociale et maximiser les potentiels de chacun pour des emplois décents et productifs en Afrique est aussi celle de la République du Congo. « Les conclusions contribueront assurément à soutenir la mise œuvre de l'agenda du travail décent au Congo et partout ailleurs, et ce à travers la mobilisation des acteurs clés pour participer à la mise en œuvre des objectifs du développement durable. Le système des Nations unies s'engage ; par ma voix ; à contribuer ainsi à



Les membres du gouvernement posant avec les délégations/Adiac de l'OIT dans les équipes de pays tout en assurant l'alignement du travail de bureau avec l'agenda de l'ONU pour mieux servir nos mandants », a indiqué Fanfan Rwanyindo.

## Le Congo en bon pionnier

D'après elle, le Congo fait partie des pays ayant revu leur code du travail, ratifié vingt-cinq conventions de l'OIT et mis en œuvre des stratégies de lutte contre le travail des enfants, conformément aux normes pertinentes. « Pour relever les nombreux défis qui subsistent, le bureau de l'OIT en Afrique doit faire preuve d'un haut niveau de performance en renforçant une culture de responsabilité, de planification, de collaboration et d'innovation en établissant des politiques, des pratiques et des comportements devant permettre de travailler plus efficacement en tant que seule équipe unie dans l'action ; permettre efficacement les procédures de gestion financière et administrative ; d'assurer une représentation efficace

la mise en œuvre de l'agenda du travail décent, à travers des plaidoyers, des conseils et une assistance technique », s'est-il engagé. La directrice zone Afrique de l'OIT, Fanfan Rwanyindo, a rappelé que la retraite annuelle de 2024 intervient dans un contexte assez particulier. La région africaine est confrontée à plusieurs défis dont un taux de chômage élevé chez les jeunes et les femmes ; un contexte social et politique marqué par des incertitudes et des situations de crise et de fragilité dans certains pays. A cela, s'ajoutent l'inflation élevée, les phénomènes météorologiques défavorables exacerbant la vulnérabilité aux changements climatiques. En dépit de ce contexte difficile, les pays africains ont fait preuve de résilience en réalisant d'importants progrès au cours des années 2020-2023 avec l'appui de l'OIT en matière de travail décent.

Présentant la Coalition mondiale pour la justice sociale, Dana de Courcelles a déclaré que ce cadre d'échange vise à faire en sorte que les dimensions économiques, sociales et environnementales aillent de pair pour un développement durable et inclusif, avec une base fondamentale au sein de l'OIT. « La justice sociale est un stabilisateur ; plus que jamais la dignité au travail, l'accès aux services essentiels, la lutte contre les inégalités doivent être notre thermomètre commun ; elle contribue au meilleur fonctionnement des sociétés et des économies », a-t-elle résumé, insistant sur la nécessité d'élever le

débat politique au niveau national et régional.

Le chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, s'est félicité des efforts déployés par le bureau Afrique de l'OIT pour promouvoir le travail décent, renforcer les capacités des travailleurs africains et favoriser le développement économique inclusif et durable sur le continent, malgré les défis auxquels l'Afrique est confrontée. Selon lui, la coopération entre le Congo et l'OIT a atteint un niveau remarquable ces dernières années. « Elle se porte bien, tel en témoignent la précieuse contribution de l'OIT à la révision du code du travail du Congo ; la conduite de l'enquête de transition vers la vie active ; la mise en place du projet d'accompagnement et de renforcement des capacités pour améliorer la définition, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques emploi-formation des jeunes en République du Congo ; la formation des agents et cadres du ministère en charge du travail et celui de l'emploi ainsi que la formation des partenaires sociaux. Ainsi que l'appui inestimable de l'OIT dans l'élaboration de la feuille de route de l'Alliance 8.7 du Congo ; la signature et la mise en œuvre du programme de la promotion du travail décent 2023-2026 entre le Congo et l'OIT », a-t-il rappelé, appelant les participants à donner le meilleur d'eux-mêmes.

Parfait Wilfried Douniama

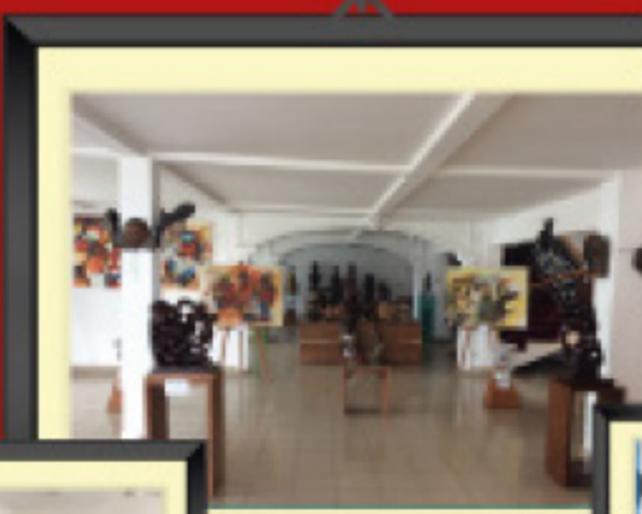
# VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

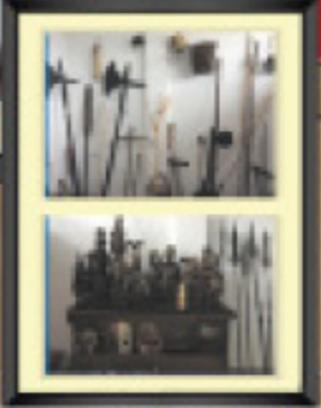
Expositions et projections

SCULPTURES
PEINTURES

CÉRAMIQUES
MUSIQUE







L'art dans sa Généralité, de la Tradition à la Modernité

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso  
Immeuble les manguiers (M'pila)  
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

## FORCES ARMÉES CONGOLAISES

## Mettre l'accent sur le suivi des engagements opérationnels

Le chef d'état-major général adjoint des Forces armées congolaises (FAC), le général de division, René Boukaka, a ouvert le 12 février à Brazzaville un séminaire des chefs d'état-major adjoints des armées et des chefs d'état-major interarmées des zones militaires de défense « année 2024 ».

Placé sous la coordination du chef d'état-major adjoint, le général de division René Boukaka, le séminaire qui va durer trois jours, soit du 12 au 14 février, vise à assurer une meilleure appropriation des instructions du chef d'état-major général des FAC relatives à la programmation générale, à l'administration courante, à l'entraînement et au suivi des engagements opérationnels au sein des FAC, durant l'année 2024.

Il s'agira pour les participants d'engager un fructueux dialogue technique et spécialisé de niveaux, dans des domaines majeurs des activités des FAC portant sur les problématiques telles que le plan d'action triennal « 2024-2026 » du chef d'état-major général des



La photo souvenir/Adiac

FAC ; les plans de formation et d'entraînement ; le règlement de discipline générale et ses textes d'application ; le pilotage et le suivi-évaluation des activités ; les engage-

ments opérationnels. Les aspects autres comme des exposés d'orientation, des travaux pratiques de résolution de cas concrets, des restitutions, ainsi qu'un débrief-

ing à chaud va également ponctuer ce séminaire. «Ce séminaire est donc particulièrement important au regard de la place centrale qu'occupe les états-majors

dans le fonctionnement des armées », a indiqué le chef d'état-major adjoint. Et d'ajouter : « En effet, un état-major incarne la vision de son chef, organise le travail et s'assure que tout ce qui se fait correspond à cette vision ».

Guillaume Ondze

«Ce séminaire est donc particulièrement important au regard de la place centrale qu'occupe les états-majors dans le fonctionnement des armées »



ORDRE NATIONAL DES EXPERTS-COMPTABLES DU CONGO

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

À l'attention des sociétés d'expertise-comptable et des experts-comptables.

La Commission d'inscription au Tableau a le plaisir de vous informer qu'elle procédera au renouvellement du Tableau de l'Ordre National des Experts-Comptables du Congo, ce **29 février 2024**.

À cet effet, les dossiers d'inscription et de renouvellement (personnes physiques et sociétés) sont à transmettre auprès du Secrétariat de l'ONEC-C, au plus tard le **23 février 2024**.

Pour toutes questions ou informations complémentaires, notamment sur la liste des pièces à fournir, prière contacter le secrétariat de l'ONEC-C, sis Rue de la Musique Tambourinée, 2ème étage, Immeuble CORAY (derrière l'ARTF), Centre-ville, Brazzaville.

Mail :

[onec.congo@onecongo.org](mailto:onec.congo@onecongo.org) [destin.mbitsi@onecongo.org](mailto:destin.mbitsi@onecongo.org)

Téléphone :

00 242 06 518 35 54 /05 689 63 87

Pour le Conseil de l'Ordre,



(é) **Colbert OKINGAEBOUNGOU**  
Secrétaire Général Adjoint

www.adiac.tv



## COOPÉRATION SUD-SUD

# Une conférence parlementaire prévue à Rabat

Une conférence parlementaire sur la coopération Sud-Sud, placée sous le Haut patronage du roi Mohammed VI, se tiendra à Rabat pour débattre du « Rôle des parlements nationaux et des unions parlementaires régionales et continentales en Afrique, dans le monde arabe et en Amérique latine dans la promotion des partenariats stratégiques et la réalisation de l'intégration et du développement commun ». Le Congo sera représenté par le président du Sénat, Pierre Ngolo

La rencontre, prévue du 15 au 16 février, est organisée à l'initiative de la Chambre des conseillers en collaboration avec l'Association des Sénats, Choura et Conseils équivalents d'Afrique et du monde arabe. Elle s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement du leadership du royaume du Maroc, sous la conduite du roi Mohammed VI, dans le lancement de toute initiative de développement et de solidarité visant à renforcer la coopération Sud-Sud.

Un communiqué de la Chambre des conseillers indique que cette conférence s'inscrit également dans le cadre de la mise en œuvre de la Déclaration de Rabat, capitale de la coopération Sud-Sud, publiée au terme du Forum Sud-Sud, tenu en mars 2022, et vient réaffirmer la nécessité de renforcer les liens de coopération Sud-Sud et l'action commune des institutions législatives, particulièrement à la lumière des crises multiples et successives que le monde d'aujourd'hui traverse.

Cette rencontre vient réaffirmer la conviction que la coopération avec le Sud constitue un choix stratégique pour le développement durable et un outil essentiel pour renforcer les intérêts économiques et les liens humanitaires afin de réaliser l'intégration dans l'économie mondiale, ajoute la même source.

Pour les organisateurs, il est prévu que lors de cette conférence, les participants se penchent sur les enjeux stratégiques actuels, principalement ceux liés au développement, à la transition économique, au commerce, aux investissements, à la technologie, à l'innovation et à la sécurité énergétique, sanitaire, alimentaire et hydrique, le but étant de formuler et d'adopter des recommandations, propositions et décisions concrètes, qui s'inscrivent dans le cadre de la mise en valeur du rôle des parlements nationaux et des unions parlementaires régionales et continentales africaines, arabes et latino-améri-



caines, dans la promotion et le renforcement des partenariats stratégiques dans les domaines économique, social et humanitaire.

Les discussions seront axées autour de trois thématiques, à savoir « Renforcer le dialogue politique et la sécurité régionale en Afrique, dans le monde arabe et en Amérique latine pour parvenir à la paix, la stabilité et la prospérité », « Réaliser la transformation économique, l'intégration régionale et le développement commun : l'importance des politiques associées au renforcement des partenariats stratégiques, à la promotion de l'investissement, de la technologie et des infrastructures ainsi qu'au renforcement de la compétitivité » et « La triade développement durable - énergie - environnement ».

La participation du président du Sénat, Pierre Ngolo, s'inscrit dans le cadre de la redynamisation de la diplomatie parlementaire entre le Congo et le Maroc.

Marie Alfred Ngoma

## NÉCROLOGIE



Martial Nathalis Del Mombongo informe parents, amis, la fraternité Sainte-Thérèse de l'enfant Jésus et connaissances du décès de sa mère Nicole Marie Antoinette Mombongo née Moluba, survenu le 8 février 2024 au CHU de Brazzaville.

Le deuil a lieu à son domicile sis, n° 16, rue Loango à Poto-Poto, arrêt de bus Mbakas.

Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement. Union de prière.



**ABONNEZ VOUS  
GRATUITEMENT**

[www.adiac-congo.com/content/newsletter](http://www.adiac-congo.com/content/newsletter)



SAISISSEZ LE LIEN

OU



**SCANNEZ  
LE QR CODE**

## CRISE AU SÉNÉGAL

## Deux anciens présidents appellent à l'arrêt des violences

Dans une déclaration conjointe datée du 11 février, deux anciens présidents du Sénégal, Abdou Diouf et Abdoulaye Wade, appellent la jeunesse sénégalaise «à arrêter immédiatement les violences et la destruction des biens», tout en assurant comprendre leurs «frustrations» et «désarroi».

Les deux anciens présidents affirment également s'être entretenus avec l'actuel président Macky Sall. Ce dernier leur aurait «réaffirmé son engagement de ne pas briguer un troisième mandat et de quitter le pouvoir aussitôt après l'élection présidentielle». De fait, Abdou Diouf et Abdoulaye Wade appellent l'ensemble des dirigeants politiques sénégalais «du pouvoir et de l'opposition» à rendre l'élection présidentielle du 15 décembre 2024 «transparente, inclusive et incontestable».

C'est en tant qu'anciens présidents et «pères de la démocratie sénégalaise» qu'Abdou Diouf et Abdoulaye Wade disent vouloir s'adresser à leurs concitoyens. Pour appeler au dialogue d'abord. Nous avons su «discuter» et «dialoguer» pour «mettre un terme à nos différends et aux crises politiques» affirment les deux ex-chefs d'État. Et d'ajouter : «Vous n'avez pas le droit de faire moins que nous.»

En effet, les deux anciens présidents actent le report de la présidentielle et appellent l'ensemble des acteurs politiques sénégalais du «pouvoir et de l'opposition» tout comme la société civile à se parler pour rendre l'élection «transparente, inclusive et incontestable», offrant là un véritable soutien à la décision de Macky Sall. «Ils ont le devoir de garantir que notre Sénégal restera un modèle de démocratie. L'Histoire les jugera». Les deux anciens présidents appellent enfin la jeunesse à «cesser les violences», tout en disant comprendre leur désarroi et



Deux anciens présidents du Sénégal, Abdou Diouf et Abdoulaye Wade

leurs frustrations.

Abdou Diouf et Abdoulaye Wade disent s'être également longuement entretenus au téléphone avec le président Macky Sall, qui a réaffirmé son engagement à ne pas briguer de troisième mandat, disent-ils. Après la publication de cette déclaration, les réactions n'ont pas tardé. L'ex-Première ministre Aminata Touré par exemple et candidate exclue de la présiden-

tielle s'est dit «convaincue que la meilleure manière de préserver la stabilité légendaire» du Sénégal est de «respecter la Constitution en organisant l'élection présidentielle à la date échue du 25 février» plutôt qu'une «extension illégale du mandat du président».

Pendant ce temps, la contestation gronde depuis l'annonce du report de la présidentielle par Macky Sall. Trois personnes ont été tuées de-

puis vendredi dans le cadre de manifestations contre ce report.

#### Sept parlementaires de la Cédéao à Dakar

Un autre président, le Nigérian Bolu Tinubu, à la tête de la CEDEAO, était lui attendu à Dakar pour une visite express, finalement reportée sans nouvelle date. Dans le même temps, une délégation du Parlement de la CEDEAO est arri-

vée à Dakar aujourd'hui pour une visite de trois jours.

Conduite par le président du Parlement de la CEDEAO, Sidie Mohamed Tunis, la délégation de sept parlementaires (composée de quatre députés et trois fonctionnaires) a d'abord rencontré le président de l'Assemblée nationale sénégalaise. Au menu des discussions : la loi constitutionnelle adoptée lundi dernier qui reporte la présidentielle au 15 décembre prochain. Selon la CEDEAO, l'objectif de cette mission est de «s'informer sur les causes des récentes tensions politiques survenues au Sénégal» à la suite du report de l'élection présidentielle avec à termes d'éventuelles recommandations à faire au Sénégal ou à la CEDEAO.

C'est avec cette même ambition que les députés ouest-africains ont rencontré les différents groupes parlementaires de l'Assemblée nationale dans l'après-midi. Aujourd'hui, les parlementaires de la CEDEAO devraient rencontrer des membres de la société civile, tout comme les juges du Conseil constitutionnel avant de repartir vers Abuja mercredi. Après l'annulation d'une rencontre prévue hier, le président Macky Sall devrait s'entretenir avec le chef de l'organisation ouest-africaine Bola Tinubu à Addis-Abeba jeudi. Les Sénégalais ont, quant à eux, été appelés mardi après-midi à une marche silencieuse à Dakar pour protester contre le report de la présidentielle et la prolongation du mandat du chef de l'État.

Yvette Reine Nzaba

#### ALLIANCE DES ETATS DU SAHEL

### Le Niger favorable à une monnaie commune

Le général Abdourahamane Tiani, au pouvoir au Niger, a évoqué le 11 février la possible création d'une monnaie commune avec le Burkina Faso et le Mali.

«La monnaie est une étape de sortie de cette colonisation», a déclaré le général nigérien Abdourahamane Tiani à la télévision nationale nigérienne, en référence au franc CFA. La Niger, le Mali et le Burkina Faso, trois anciennes colonies françaises, regroupées au sein de l'Alliance des Etats du Sahel (AES), «ont des experts monétaires», a poursuivi le général Abdourahamane Tiani. «Au moment opportun, nous déciderons. La monnaie, c'est un signe de souveraineté, et les Etats de l'AES sont engagés dans un processus de recouvrement de leur souveraineté totale», a-t-il ajouté, assurant : «Il n'est plus question que nos Etats soient la vache à

lait de la France» Le dirigeant nigérien n'a cependant pas donné de précisions sur la possible mise en circulation d'une future monnaie. Celle-ci pourrait, au sein de l'AES, remplacer le franc CFA, aujourd'hui commun aux huit pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) dont le Niger, le Burkina Faso et le Mali font partie.

Les vives critiques formulées par ces trois pays sahéliens et leurs partisans à l'encontre du franc CFA pourraient également les conduire à quitter l'UEMOA. En novembre, les ministres de l'Economie et des Finances de l'AES avaient notamment recommandé la création d'un fonds de stabilisation

et d'une banque d'investissement. Le général Tiani a tenu ces propos deux semaines après le retrait du Mali, du Burkina Faso et du Niger de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO, 15 pays), qu'ils accusent d'être instrumentalisée par la France. La CEDEAO s'est opposée aux coups d'Etat militaires dans les trois pays et avait notamment imposé de lourdes sanctions économiques au Mali, avant d'en appliquer au Niger. En août, elle est allée jusqu'à menacer d'intervenir militairement au Niger pour y rétablir l'ordre constitutionnel et libérer le président renversé Mohamed Bazoum, toujours détenu.

Yvette Reine Nzaba

#### SOUDAN

### L'ONU demande le rétablissement de l'accès au réseau de télécommunications

Le chef des secours des Nations Unies a appelé lundi à mettre fin aux pannes de télécommunications au Soudan, qui entravent l'accès aux services essentiels et aux transferts de fonds et entravent l'aide humanitaire.

Martin Griffiths, secrétaire général adjoint des Nations Unies et coordonnateur des secours, a qualifié ces coupures d'électricité d'«inacceptables» et a exhorté toutes les personnes impliquées à rétablir immédiatement l'accès au réseau dans le pays africain déchiré par la guerre. De son côté, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé Tedros Ghebreyesus a fait écho à M. Griffiths, soulignant que les perturbations «entravent les opérations sanitaires».

Selon le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), ces coupures de courant surviennent alors que les besoins humanitaires au Soudan atteignent des niveaux record. Près de 25 millions de personnes ont notamment besoin d'une aide humanitaire cette année.

«La semaine dernière, nos partenaires et nous avons lancé notre Plan de réponse et de besoins humanitaires pour 2024 afin de fournir à environ 14,7 millions de personnes au Soudan une aide vitale et des services de protection», a ajouté l'OCHA.

La semaine dernière, l'OCHA avait annoncé qu'environ 18 millions de personnes souffraient d'insécurité alimentaire aiguë, soit 10 millions de plus que l'année dernière.

Xinhua



FORUM DES ENTREPRISES  
PUBLIQUES EN AFRIQUE CENTRALE

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE  
SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT



# FORUM

DES ENTREPRISES PUBLIQUES  
EN AFRIQUE CENTRALE

12 > 14  
FÉVRIER 2024

 BRAZZAVILLE  
Centre d'Affaires  
des Tours Jumelles  
de Mpila

Un espace  
d'échange  
d'expérience

- Gouvernance
- Financement
- Développement durable

Pour plus d'informations  
[www.fepac.net](http://www.fepac.net)



**MBCPPP**  
Ministère du Budget, des Comptes Publics  
et du Portefeuille Public



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE

## GOUVERNANCE

# Faire des entreprises publiques un axe majeur des politiques de développement

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a ouvert, le 12 février à Brazzaville, la première édition du Forum des entreprises publiques en Afrique centrale (FEPAC). L'événement se veut un espace d'échange autour de la gouvernance des entreprises publiques dans la sous-région et sur le continent africain.



Organisé par le ministère du Budget, des Comptes publics et du Portefeuille public, en partenariat avec le groupe de la Banque mondiale, le FEPAC a mobilisé des décideurs politiques, des chefs d'entreprise, des experts et des responsables des institutions communautaires ainsi que des partenaires techniques et financiers. L'événement vise à redynamiser les activités économiques de la sous-région, en offrant de nouvelles perspectives et des solutions collaboratives à certains des défis les plus critiques auxquels les entreprises publiques sont confrontées. Durant trois jours, les participants vont échanger leurs vues autour du thème central « Gouvernance et financement des entreprises publiques en Afrique centrale ». La problématique de la gouvernance des entreprises du portefeuille public de ces assises suscite de nombreux intérêts et l'engagement politique d'en réviser le mode de gestion. Le diagnostic laisse présager trois chantiers, à savoir : la redéfinition de la notion d'entreprises publiques ; l'amélioration de la gouvernance et de la transparence ; et le renforcement de la performance financière de ces entreprises.

Les deux premiers chantiers nécessitent des réformes des cadres réglementaires et le troisième concerne plus le choix des

managers et la formation du personnel. « S'agissant de la performance financière, le fossé est grand entre d'une part, la volonté de l'État actionnaire de créer des entreprises publiques pour assurer un service public essentiel, et d'en tirer un profit sous forme de dividendes. Et d'autre part, la réalité décevante qu'offre la pratique, dans la mesure où peu d'en-



treprises publiques font preuve de performances financières », a estimé le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso. Le forum constitue une opportunité pour le Congo, y compris les autres pays représentés, de revisiter le cadre organisation-

nel de son portefeuille public pour qu'il devienne un catalyseur de son développement. Cette analyse est partagée par le partenaire de la Banque mondiale. D'après Cheik F. Kanté, le directeur des opérations de la Banque mondiale pour le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, le Gabon et la Guinée équatoriale, les entreprises étatiques doivent pouvoir

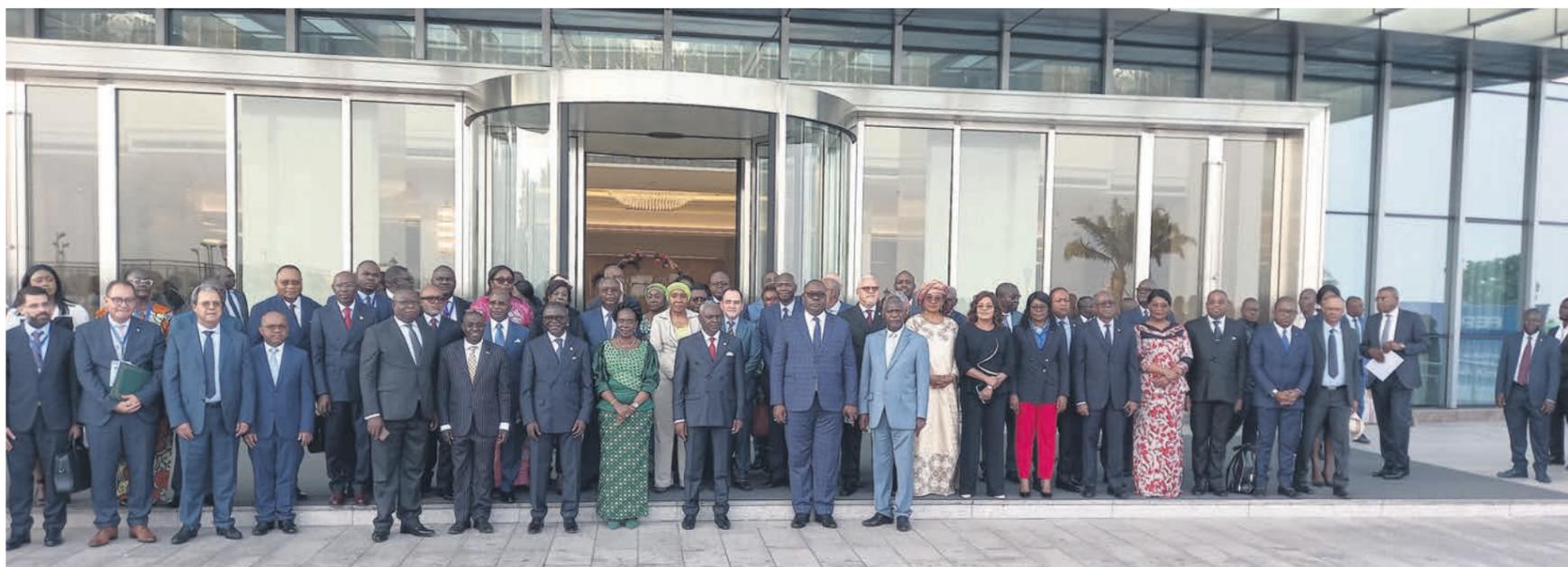
jouer leur rôle dans l'exécution des politiques publiques, le développement économique et la fourniture de services essentiels.

La priorité doit être accordée, propose la Banque mondiale, à la satisfaction de la

demande du marché local et la refonte du modèle économique. Les pouvoirs publics sont invités à aider les entreprises, comme de l'eau et de l'électricité, à surmonter nombreux défis. « Nous attachons une grande importance à la question de la gouvernance des entreprises publiques et nous accompagnons le processus de réforme engagé par vos gouvernements et par les entreprises publiques, notamment au travers de nos opérations d'appui budgétaire ou en apportant une assistance technique ciblée. Ces sujets seront au cœur des discussions pendant ces trois jours », a martelé Cheik F. Kanté.

Les échanges se poursuivent dans la salle de conférence des somptueuses Tours jumelles de Mpila, dans le cinquième arrondissement, Ouenzé. Les participants ont échangé autour des sous-thèmes, « Panorama des entreprises publiques en République du Congo et dans l'espace CEMAC », « Gouvernance et financement des entreprises publiques

: défis communs et solutions partagées », « Progrès récents et défis des entreprises publiques : l'expérience en Afrique et en République du Congo », « la gouvernance d'entreprise comme levier de performance »...





# AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER  
DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES  
DU BASSIN DU CONGO

ADIAC TV

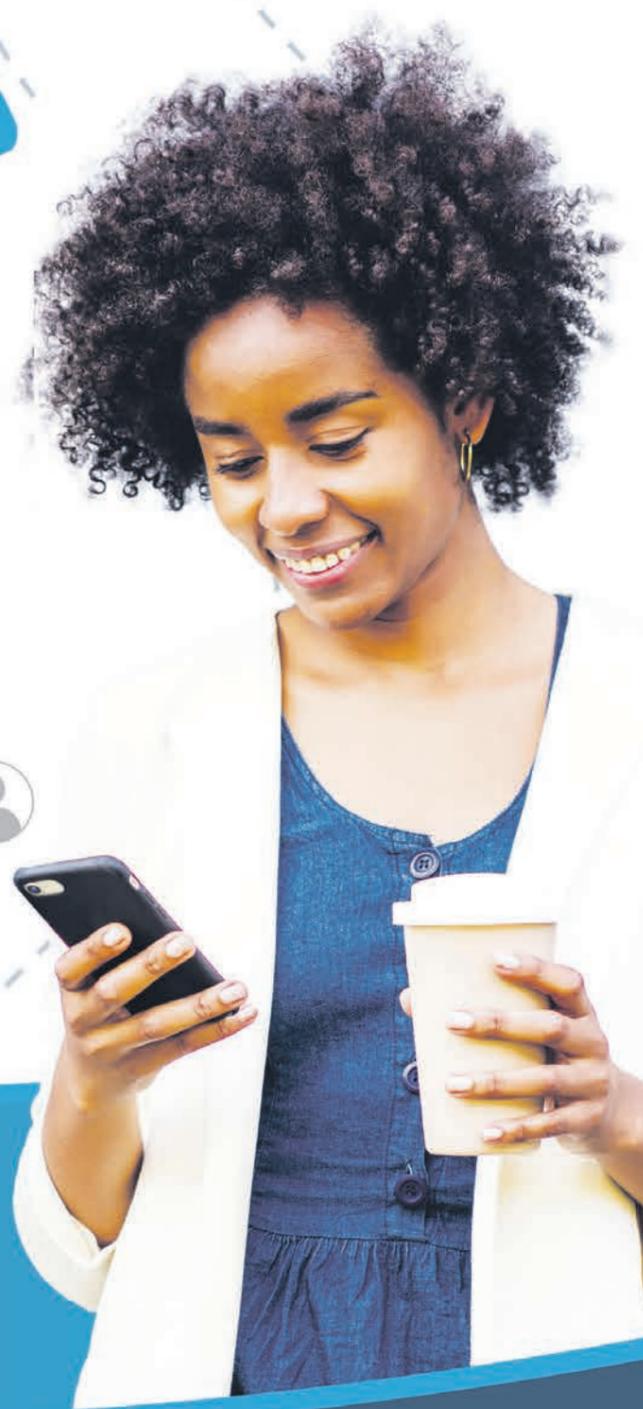
L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

## ADIAC NEWSLETTER

L'information du Congo et de sa région en un **CLIC**



Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informés des principaux faits marquants de l'actualité.



SCANNEZ  
LE QR CODE

## ABONNEZ-VOUS GRATUITEMENT

[www.adiac-congo.com/content/newsletter](http://www.adiac-congo.com/content/newsletter)

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso

Brazzaville - République du Congo

(+ 242) 05 532 01 09

[info@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:info@lesdepechesdebrazzaville.fr)

# La RDC a enregistré 16% des cas de choléra en Afrique l'année dernière

Le continent africain a enregistré 4.419 décès liés au choléra et 266.436 cas au cours de l'année écoulée, avec plus de 16% des cas signalés en République démocratique du Congo (RDC), a indiqué le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique).

La RDC, l'un des pays les plus touchés par le choléra en Afrique, a également signalé 97,5% des cas de variole du singe sur le continent au cours de la même période, a déclaré le CDC Afrique, l'agence de santé publique autonome de l'Union africaine, dans un communiqué publié au cours du week-end.

De janvier 2023 au 31 janvier 2024, le continent a signalé 16.549 cas de variole du singe et 853 décès.

La publication de ce communiqué fait suite à une mission de haut niveau qui s'est rendue en RDC du 9 au 10 février afin de soutenir les initiatives sanitaires du pays en renforçant les

partenariats et la collaboration dans la lutte contre les maladies émergentes et endémiques.

La mission s'est principalement concentrée sur la situation épidémiologique de la variole du singe et du choléra, a identifié les défis en matière de réponse et mobilisé le soutien des partenaires pour les efforts du gouvernement, a déclaré le CDC Afrique.

Notant le rôle vital des partenariats orientés vers l'action dans le cadre de ses efforts pour établir un nouvel ordre de santé publique en Afrique, l'agence a souligné la nécessité de mobiliser les soutiens afin de prévenir et de contrô-

ler les épidémies de choléra et de variole du singe en RDC.

Jean Kaseya, directeur général du CDC Afrique, a souligné le soutien de l'agence aux efforts de réponse face au choléra et à la variole du singe dans le pays, y compris le déploiement d'experts, la formation des agents de santé locaux à la surveillance, l'offre de diagnostics et le soutien aux initiatives en génomique.

Notant leur tendance croissante et le risque de propagation des maladies dans le pays, M. Kaseya a appelé à un engagement renouvelé de tous les partenaires et à des efforts

de réponse accrus pour prévenir la propagation et contrôler les foyers épidémiques, selon le communiqué.

S'étant adressé récemment à Xinhua, M. Kaseya avait souligné l'urgence de renforcer les capacités des pays africains à prévenir et à répondre aux épidémies, le continent faisant face en moyenne à deux nouveaux foyers épidémiques par semaine.

Le CDC Afrique s'efforce de faire en sorte que les pays africains soient bien préparés à prévenir les épidémies actuelles et futures et à y répondre, a-t-il indiqué.

## La Chine s'engage à lutter contre l'inconduite des avocats

**Le ministère chinois de la Justice s'est engagé à faire respecter les règles de déontologie des avocats dans le pays, à faire des efforts pour freiner les pratiques illégales telles que la spéculation malveillante, et à renforcer l'autodiscipline dans la profession juridique.**

Pour mener à bien ces tâches, le ministère a proposé un mécanisme impliquant les tribunaux, les parquets, les organes d'administration judiciaire et les barreaux afin de renforcer la collaboration et la coopération dans les principaux domaines d'activité d'intérêt commun concernant les avocats.

Dans un communiqué, le ministère a souligné l'importance de guider les avocats en Chine pour qu'ils servent le peuple en améliorant leurs services juridiques et en garantissant l'équité sociale et la justice.

D'autres mesures seront prises pour protéger les droits des avocats et favoriser des conditions propices à leur travail, a indiqué le ministère.

Xinhua

## ELECTIONS AFRICAINES EN 2024

### Des défis et opportunités

En Afrique, le calendrier électoral de 2024 présente de multiples facettes et offre des possibilités de renforcer le multipartisme, de revenir au constitutionnalisme après les coups d'État et de renier les exercices superficiels.

L'Afrique a un calendrier électoral chargé en 2024, avec dix-neuf pays où se tiendront des élections générales ou simplement une présidentielle. Les scrutins vont des multipartites concurrentielles à des exercices électoraux superficiels. Les deux tiers de ces scrutins se dérouleront au cours du dernier trimestre de l'année. Une série d'élections en Afrique australe où un parti unique a longtemps dominé pourrait voir sa première transition de pouvoir, tandis que d'autres pourraient perdre leur majorité législative. Dans ces contextes, cela reflète potentiellement une maturation saine du multipartisme tout en encourageant l'innovation. Plusieurs pays du Sahel qui ont subi des coups d'État ces dernières années devraient organiser des élections cette année dans le cadre du calendrier convenu pour le retour à un régime civil.

Le moment et la manière dont ces élections se dérouleront détermineront la trajectoire de la gouvernance dans cette région et la menace croissante à la sécurité à laquelle elle est fait face. Près de la moitié des élections ont peu de chances d'être concurrentielles en raison de la lourdeur de la gestion du processus électoral par des dirigeants sortants bien installés. Ces processus soulèvent des questions sur le continent quant à ce qui définit une véritable élection et à la légitimité qui découle d'un mandat populaire authentique. Nombre de ces pays doivent surmonter un long héritage de gouvernement militaire direct ou indirect.

Ces contextes électoraux très contrôlés posent des défis aux communautés économiques régionales, à l'Union africaine, aux médias et aux acteurs démocratiques internationaux, qui doivent trouver le moyen de différencier les simples exercices des élections concurrentielles et, ce faisant, de mieux définir les normes électorales. Si ce n'est pas le cas, la barre des attentes ne s'en trouvera que réduite. Le désir profond des citoyens de faire entendre leur voix est le thème commun et durable dans ces pays, notamment dans le cadre de l'aspiration du continent à une gouvernance plus réactive, plus orientée vers le service public et plus démocratique.

Noël Ndong

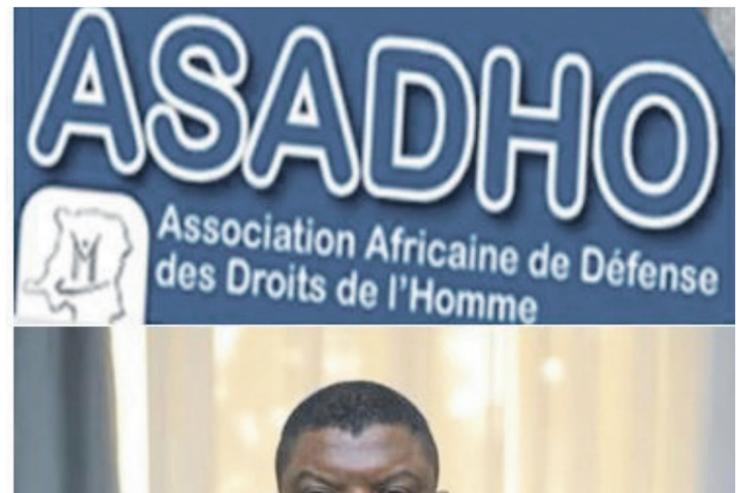
## SUD-KIVU

### L'Asadho fustige le harcèlement des ONG de la société civile

L'Association africaine de défense des droits de l'homme, (Asadho) pense que la mission diligentée au sein de ces organisations par le ministère provincial du Plan à laquelle est associée l'Agence nationale de renseignements (ANR) démontre l'intention de mettre ces organisations sous la surveillance des services de sécurité.

Dans un communiqué signé le 12 février par son président, Me Jean -Claude Katende, l'Asadho se pose des questions sur la mission diligentée au sein des organisations de la Société civile (OSC) actives dans le Sud-Kivu par le ministère provincial du Plan à laquelle est impliquée l'Agence nationale de renseignements (ANR). «S'il est vrai que le ministre du Plan a le mandat de suivre les activités des OSC, il est aussi vrai que le fait d'associer l'ANR, représentée dans cette mission, par Ngomu Luya, démontre l'intention de mettre les ONG sous la surveillance des services de sécurité», a souligné l'Asadho. Pour cette association, sa crainte réside en ce que ce type de contrôle auquel on associe l'ANR risque de conduire au musellement des ONG dans cette province. «Cette mission est non seulement une occasion de harceler les ONG, mais aussi de les rançonner», a dénoncé l'Asadho.

Citant les informations lui parvenues de plusieurs OSC basées à Bukavu, l'Asadho a relevé l'existence de l'ordre de mission N°03/024/GP/SK/CAB/MINI, PLAN ET PI/24 du 31 janvier 2024 portant désignation de dix personnes qui doivent pas-



ser dans chaque organisation pour contrôler l'état des lieux des activités des ONG nationales œuvrant dans la province du Sud-Kivu. Cette mission gigantesque, a fait savoir l'Asadho, va du 1er février au 30 mars 2024. A en croire l'Asadho, certains fonctionnaires repris sur la liste prendraient déjà des contacts avec les responsables des ONG pour qu'ils leur préparent des enveloppes destinées à orienter le contrôle en faveur de ces associations. A la suite de ce constat, l'Asadho exhorte le Premier ministre à instruire le ministre provincial du Plan de mettre fin à cette mission, qui est organisée en violation de la Constitution et de la loi

sur les ASBL.

L'association appelle, par ailleurs, au gouverneur du Sud-Kivu à s'abstenir de tout acte de harcèlement ou de musellement des ONG dans la province; et de diligenter une enquête sur les actes de corruption ou de tentative de corruption qui discrédite déjà le travail de cette mission. L'ANR/Sud-Kivu est conseillé de s'abstenir de toute immixtion dans les activités qui ne relèvent pas de ses missions. Alors que l'ONG recommande à la Commission nationale des droits de l'homme de s'assurer que les autorités du Sud-Kivu ne posent pas des actes qui restreignent l'espace civique pour les ONG de cette province.

Lucien Dianzenza



# LIBRAIRIE LES MANGUIERS

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

### Un Espace de Vente

Une sélection unique de la  
LITTÉRATURE CLASSIQUE

*(africaine, française et italienne)  
Essais, Romans, Bandes dessinées,  
Philosophie, etc.*



### Un Espace culturel pour vos Manifestations

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces  
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso  
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville  
République du Congo

Horaires d'ouverture:

*Du lundi au vendredi (9h-17h)  
Samedi (9h-13h)*



## CRISE RDC- RWANDA

## Des missiles sol-air seraient utilisés

Des éléments de l'armée rwandaise soutenant la rébellion du M23, dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), ont tiré au moins un missile sol-air, indique un document confidentiel de l'Organisation des Nations unies (ONU).

Selon le document, un «missile sol-air présumé des Forces de défense rwandaise» a visé, le 7 février dernier, sans l'atteindre, un drone d'observation de l'ONU et aurait été tiré depuis un véhicule blindé dans une zone contrôlée par le M23. «Les renseignements militaires extérieurs français confirment que le véhicule blindé de type WZ551, équipé d'un système de missile sol-air, est rwandais», ajoute-t-il. Deux photographies aériennes sont jointes au rapport. On peut y voir un véhicule blindé à six roues avec, déployé sur son toit, un système de radar et de lance-missiles. Elles ont été prises à environ 70 km au Nord de Goma, au Nord du territoire de Rutshuru, par le drone qui a été visé par le missile. La Mission de l'ONU en République démocratique du



Un «missile sol-air présumé des Forces de défense rwandaise (RDF)» DR

Congo (RDC) indique dans le document ne pas connaître «de groupes armés possédant l'entraînement ou les ressources nécessaires pour opérer et maintenir un système de missiles sol-air mobile» et pointe une «escalade des forces conventionnelles engagées dans le conflit dans l'Est de la RDC».

Ni l'ONU, ni les Forces armées de la RDC n'ont

communiqué jusqu'à présent sur cet incident. Le document précise que de nombreux types d'armes ont été utilisés par «les M23 et l'armée rwandaise» contre des appareils volants et qu'ils sont également en possession de canons anti-aériens et de systèmes portatifs de défense aérienne de type MANPADS. Les auteurs du document estiment que les nouveaux moyens anti-aériens utili-

sés par le M23 et l'armée rwandaise «constituent une menace à haut risque pour tous les aéronefs du gouvernement de la RDC et de la Monusco dans la région». Fin janvier, dans une vidéo diffusée sur une chaîne YouTube pro-M23, Willy Ngoma, un porte-parole du M23 a menacé la Monusco de représailles et l'a accusée de «fournir des informations» aux «ennemis» des rebelles en renseignant, à l'aide de

drones, l'armée congolaise sur leurs activités.

Dans cette même vidéo, Willy Ngoma exhibe ce qu'il décrit comme un débris de drone CH-4 appartenant aux FARDC abattu selon lui par un combattant du M23, qu'il présente devant la caméra. Le 17 janvier, la rébellion avait annoncé que deux de ses commandants avaient été tués dans une attaque qui, selon des sources sécuritaires, avait été menée par un drone à Kitshanga, à une cinquantaine de kilomètres au Nord de Goma, capitale provinciale du Nord-Kivu. Cette province est en proie depuis fin 2021 à un conflit qui oppose la rébellion du M23, appuyée par des unités de l'armée rwandaise, à l'armée congolaise, associée à des groupes armés et deux sociétés militaires étrangères.

**Noël Ndong**

## KINSHASA

## Les amendes de contravention routière sont à payer à la banque

Le commissaire provincial de la police de Kinshasa, Blaise Kilimbalimba, a rappelé aux agents de la police de circulation routière, lors d'une parade animée le 11 février, qu'il n'ont pas le droit de percevoir les amendes des contreventions routières.

«L'agent ne peut que constater et expliquer l'infraction au contrevenant ainsi que placer le véhicule en fourrière», a expliqué le commissaire provincial, Blaise Kilimbalimba. Il a souligné qu'après cette étape, l'agent est appelé à remettre une note de perception au contrevenant, qui devra lui permettre de payer l'amende à la banque. «Lorsque quelqu'un se met en conflit avec le code de la route, il est prévu qu'il soit interpellé et mis en fourrière. Il y a des amendes à payer et c'est l'Etat qui en est bénéficiaire», a insisté le

commandant de la police-ville de Kinshasa. Ces amendes, a-t-il précisé, ne doivent pas être touchées par l'agent qualifié. Le commandant de la police-ville de Kinshasa a annoncé, par la même occasion, le redéploiement inhabituel des agents de la circulation routière dans tous les carrefours de Kinshasa. Ceci, dans l'objectif de mettre fin aux embouteillages. «Pendant cette parade, j'ai instruit les éléments de cette unité spéciale de circulation routière pour qu'ils occupent tous les carrefours que nous avons identifiés. Ceci



de 6h à jusqu'à 10h et aussi de 14h à 20h. Ces heures

peuvent aller au-delà en cas de nécessité. Tous les agents seront mis à profit d'une manière organisée afin de mettre fin aux doléances de la population», a-t-il fait

savoir. Pour le général Kilimbalimba, le nombre des agents de roulage dépendra de l'importance de chaque carrefour.

**Lucien Dianzenza**

**«L'agent ne peut que constater et expliquer l'infraction au contrevenant ainsi que placer le véhicule en fourrière»**

CAN 2023

## Parade triomphale pour les champions d'Afrique ivoiriens

«Je vais enfin voir les Eléphants !» Les footballeurs ivoiriens vainqueurs de leur troisième Coupe d'Afrique des nations (CAN), à domicile, ont paradé lundi dans Abidjan, acclamés par une foule enfiévrée qui profitait d'un jour exceptionnellement férié pour célébrer leurs héros.

Comme en 2015, lors de leur précédent sacre, les Eléphants ont sillonné les rues de la capitale économique du pays, juchés sur le toit d'un camion aménagé pour l'occasion, pancarte trois étoiles au flanc. Au lendemain de leur triomphe 2-1 face au Nigeria, ils ont salué les dizaines de milliers de supporters massés sur les ponts et avenues des diverses communes d'Abidjan, certains de leurs supporters n'hésitant pas à accompagner leur cortège en courant, loin d'être découragés par l'accablante chaleur qui frappait la ville.

Vers 20h00, après plus de quatre heures d'un joyeux bain de foule, sous bonne es-

la compétition. «*Mon pays a gagné, je vais enfin voir les Eléphants, c'est une joie immense*», s'enthousiasme Moussa Savané, un autre supporter comblé.

Dès la nuit de dimanche à lundi, certains fans avaient réussi à mettre la main sur des maillots déjà estampillés d'une troisième étoile cousue ou collée à la va vite.

### Aux portes de l'enfer, ressuscités et consacrés

Après leur tour d'honneur, les joueurs sont descendus un à un sur la pelouse et le vétéran Max-Alain Gradel, 36 ans, a présenté le trophée au public. «*Côte d'Ivoire, voilà votre Coupe d'Afrique. Que Dieu bé-*



Les Eléphants ont offert une parade triomphale au public ivoirien/AFP

le trophée au Premier ministre, Robert Beugré Mambé.

«*On vaut rien mais on*

d'après-midi vers le stade. Slogan ironique pour une équipe qui revient de loin. Au bord du gouffre il y a

les 8es de finale par un trou de souris. «Après le 4-0 j'étais abattu, mais on était encore en vie et une nouvelle équipe est née», se remémore Junior Djedjess. Car la Côte d'Ivoire a alors tout fait valser : exit Jean-Louis Gasset, le sélectionneur, remplacé par un de ses adjoints, l'Ivoirien Emerse Faé, novice à ce niveau. Et une nouvelle compétition a débuté : Sénégal, Mali, République démocratique du Congo puis Nigeria sont tombés sous les «coups du marteau» ivoiriens, référence au hit de Tam Sir, devenu l'hymne officiel de la compétition, repris en chœur par tous les supporters, accompagné de sa chorégraphie.

**«On a organisé une CAN chez nous, on la remporte, on est sorti aujourd'hui pour leur montrer à quel point on est fier**

trois semaines, lorsque la Guinée équatoriale les avait humiliés 4-0, les Ivoiriens se sont qualifiés pour

«*On a organisé une CAN chez nous, on la remporte, on est sorti aujourd'hui pour leur montrer à quel point on est fier*», affirme Hana Malika Koné, fan du milieu de terrain Seko Fofana.

Lundi, à l'applaudimètre au stade, les attaquants Simon Adingra et Sébastien Haller - passeur et buteur dimanche en finale - ont fait partie des plus encensés. Mais un nom revient dans la foule : «Faé, Faé» en hommage à ce sélectionneur faiseur de miracles. Les célébrations ne sont pas terminées. Mardi, les joueurs doivent être reçus par le président Alassane Ouattara.

**Camille Delourme**



Les Abidjanais ont accompagné leurs champions jusqu'au stade de Félix-Houphouët-Boigny/AFP

corte policière, les joueurs sont entrés dans un stade Félix-Houphouët-Boigny 100% orange, rugissant de bonheur. Parés d'un t-shirt blanc «Champions d'Afrique», les joueurs et les membres du staff ont entamé un tour d'honneur. Nombre d'entre eux étaient manifestement émus, et beaucoup filmaient avec leur téléphone l'accueil assourdissant qui leur était réservé.

«*C'est un sentiment de fierté qui domine. Avec trois étoiles nous rentrons parmi les grandes nations africaines*», se réjouit Junior Djedjess, venu au stade. Seuls l'Egypte (sept titres), le Cameroun (cinq) et le Ghana (quatre) ont fait mieux dans l'histoire de

nisse la Côte d'Ivoire», a lancé le capitaine du Onze ivoirien avant de remettre

a pris la coupe», entonnaient les supporters qui couraient dès le début



Et oui, ce supporter a raison : Dieu était ivoirien durant cette CAN/AFP

FOOTBALL

# Les résultats des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

**Ligue 1, 21e journée**

Sans Warren Tchimbembé, écarté de longue date, Metz prend un point à Marseille (1-1). Malgré la bonne prestation de Junior Mwangi et de Dilane Bakwa, tous deux titulaires, Strasbourg s'incline à Marseille (1-3). Le premier, costaud en défense (sept duels gagnés, trois tacles réussis), a tenté de faire la différence aux abords de la surface adverse à l'image de sa demi-volée écartée en corner par Samba (48emin). Il a été remplacé à la 77e minute. L'ailier droit s'est également créé plusieurs occasions (35e, 60e et 63e min) en vain. Impliqué sur la réduction de l'écart de Delaine (43e min). Nantes met fin à une disette de six matches, dont cinq défaites, en s'imposant 2-1 à Toulouse. Remplaçant, Enzo Mongo est entré à la 81e minute. Les premiers pas en Ligue 1 du défenseur franco-congolais de 18 ans. Sans Loris Mouyokolo, non retenu, Lorient bat Reims 2-0.



Première apparition pour le jeune Enzo Mongo/DR

Les Merlus n'avaient plus fini un match sans encaisser de but depuis le 4 novembre dernier. Pas de vainqueur entre Clermont et Brest (1-1). Aligné en défense centrale, Chrislain Matsima peine encore à s'affirmer. Titulaire sur son côté gauche, Bradley Locko amène l'ouverture du score brestoise à la 50e minute: servi le long de la ligne de touche, il repique dans l'axe, sert Lees-Melou qui bat

Mory Diaw d'une belle frappe. Sans Alexis Beka Beka, convalescent, Nice s'incline face à Monaco dans le derby azuréen (2-3).

**Espagne, 24e journée, 1re division**

Première titularisation en Liga pour Faitout Maouassa, aligné au poste de latéral gauche lors du déplacement de Grenade à Barcelone (3-3). A la 66e minute, il dépose un centre enroulé délicieux sur la tête d'Ignasi Miquel pour le 3e but de son équipe. Avec ce point, les Andalous restent 19es et

avant-derniers avec 13 points. **France, 20e journée, 3e division**

Niort bat Nancy 2-1, sans Natanael Bouékou, resté sur le banc.

Owen Matimbou est aussi resté sur le banc lors du match nul d'Orléans face à Rouen (0-0).

**Israël, 21e journée, 1re division**

L'Hapoel Haifa chute à domicile face à l'Hapoel Jérusalem (2-3). Titulaire, Fernand Mayembo a été solide jusqu'à la 84e minute et une faute, involontaire, sur Almagor, qui amène le penalty du 2-2.

**Turquie, 25e journée, 1re division**

Hatay chute à Trabzonspor (0-2). Titulaire, Chandrel Massanga a été remplacé à la 87e minute. Éliminé en coupe cette semaine, Hatay va désormais pouvoir se concentrer sur le maintien, puisqu'il ne compte qu'un point d'avance sur le premier relégable.

**Turquie, 22e journée, 2e division**

Francis Nzaba a été remplacé à la 75e minute lors du revers de Genclerbirligi à Eyupspor (0-1).

*Camille Delourme*



Faitout Maouassa face au Barcelonais Raphinha/DR

## EN VENTE

ÉMILE GANKAMA

*À la vie bel hommage*

Dieudonné ANTOINE-GANGA

Les épîtres congolaises

Émile Gankama

La Cité d'attache du vieux port

Roman

MILDRED MOUKENGA

Enky

nyuki ROMAN

Roch Cyriaque GALEBAYI

Le Commandant Marien Ngouabi (1938-1977)

Un leader charismatique et un modèle pour l'Afrique

MARIEN FAUNEY NGOMBÉ

TANT QUE L'ÉQUATEUR PASSERA PAR PENDA

LE CADAVRE DU FLEUVE

Marie-Françoise Ibovi

Présidents et Ministres du Congo-Brazzaville (1958-2021)

ALPHONSE CHARDIN N'KALA

AU CRÉPUSCULE DU RÊVE

ÉMILE GANKAMA

LA FAMILLE AFRICAINE

## ACADÉMIE ALIMA

## L'acte de son ouverture à Oyo désormais signé

Le gouvernement congolais et la société Playse Congo ont paraphé, le 12 février, un protocole d'accord pour rendre effective la création de l'Académie de football Alima à Oyo dans le département de la Cuvette.

Hugues Ngouélondélé, ministre de la Jeunesse et des Sports, et Blaise Matuidi, le promoteur de cette académie, s'engagent à travers cet acte à développer le football congolais dans sa diversité pour une durée de 15 ans.

Le ministre des Sports a rassuré Blaise Matuidi de son indéfectible soutien à la réalisation du projet. L'Etat congolais va, en effet, accompagner cette académie dans sa mission de détecter et de promouvoir les talents congolais en mettant à sa disposition toutes les conditions favorables afin de permettre à Playse Congo d'atteindre ses ambitions.

Playse Congo de Blaise Matuidi fait de l'aboutissement du projet pour le grand intérêt de la jeunesse et du football congolais sa priorité. C'est ainsi qu'il s'engage à son tour à réhabiliter les infrastructures sportives existantes à Oyo, de former les jeunes footballeurs, les entraîneurs, les restaurateurs sans perdre de vue le suivi médical et la continuité de la scolarité des pensionnaires. Cette signature intervient deux jours après la conférence de presse qu'ils ont animée à Brazzaville pour expliquer le projet.

L'Académie Alima se fixe comme objectifs d'identifier les meilleurs talents du pays pour un accompagnement optimal, rendre le football accessible à tous dans les meilleures conditions et aspirer à devenir un grand centre de formation d'Afrique. La prise en charge des jeunes dès 12 ans et le suivi jusqu'aux portes du professionnalisme dans le but de permettre au Congo de retrouver la place qui était la sienne sur l'échiquier continental font partie des priorités.

*James Golden Eloué*



Hugues Ngouélondélé et Blaise Matuidi échangeant des parapheurs/DR

## DÉTECTION

## Blaise Matuidi motive les futurs jeunes talents

Blaise Matuidi a délivré un message d'espoir aux jeunes joueurs lors de son passage à l'école primaire de Moukondo pour y assister à la séance de détection, les exhortant à concilier le sport et les études.

Le champion du monde 2018 a été séduit par les talents qui se sont exprimés sur les lieux. « Vous voir vous exprimer dans cette position est magnifique. Continuez à travailler dur, bien évidemment n'oubliez pas l'école. On va continuer à vous suivre. Pour nous, c'est une fierté de vous voir jouer, donner le maximum et ne rien lâcher. Ça se voit dans le sport comme dans la vie, l'école est très importante parce qu'elle fera de vous des grands hommes. En tout cas, je vous exhorte à continuer et on essaiera de vous accompagner le plus possible », a commenté l'international français dont la présence à la séance de détection du 11 février témoigne de sa volonté à œuvrer pour la réussite du projet qui lui



Blaise Matuidi et les enfants après la séance de détection à l'école primaire de Moukondo/DR

**« Le sportif de demain ou encore le footballeur de demain doit être un joueur très intelligent et citoyen, aimer son pays, respecter les règles de son pays »**

tient à cœur.

Académie Alima est un projet à triple pieds parce que former les joueurs congolais en vue de faire d'eux les professionnels de demain est une bonne chose mais sans le scolaire il est difficile de réussir. « Le sportif de demain ou encore le footballeur de demain doit être un joueur très intelligent et citoyen, aimer son pays, respecter les règles de son pays », a expliqué Frédéric Crebueur, directeur technique de l'Académie.

Notons qu'après Pointe-Noire et Brazzaville, la campagne de détection va se poursuivre à Gamboma, Ewo, Okoyo et Mbaya. Les organisateurs ont aussi dévoilé le programme qui concerne la partie sud du pays.

*James Golden Eloué*